ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 avril 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel", a donné le 8 avril 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 3 april 1998 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens", heeft op 8 april 1998 het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

L'avant-projet tend à conférer aux traitements de données à caractère personnel gérés par le Centre européen pour enfants disparus et sexuellement exploités le même régime que celui prévu pour de tels traitements lorsqu'ils sont gérés par des autorités publiques en vue de leurs missions de police judiciaire ou de police administrative (article 11, 2° et 3°, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel).

Il en résulterait que les dispositions relatives à l'obligation d'information (articles 4 et 9 de la loi), au droit d'accès (article 10 de la loi) et de rectification (article 12 de la loi) ne seraient pas applicables. Seul le droit à la rectification indirecte, à l'intervention de la commission de la protection de la vie privée (article 13 de la loi), serait ouvert aux personnes dont les données feraient l'objet d'un traitement par le Centre.

Selon l'avant-projet, ces dérogations au droit à la protection de la vie privée ne seraient cependant pas sans limites.

Elles concerneraient seulement les traitements pour lesquels la reconnaissance de ces droits serait "incompatible avec les missions du Centre". Par ailleurs, elles devraient faire l'objet d'une autorisation limitée dans le temps et précisant les garanties relatives à la

confidentialité et à la sécurité des données à caractère personnel traitées, ainsi que les garanties d'indépendance et les tâches d'un préposé à la protection des données au sein du Centre.

Même ainsi limitées, ces dérogations n'appellent pas moins de très sérieuses réserves tant au regard de la Constitution que du droit international et européen.

A. En vertu de l'article 22 de la Constitution :

> "Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.
>
> La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit.".

Il en résulte, d'une part, que les restrictions au droit à la vie privée constituent une matière que la Constitution a réservée au législateur, et qui ne se prête dès lors pas à des délégations de pouvoir. D'autre part, le principe constitutionnel a aussi pour conséquence que le législateur ne peut laisser à une personne de droit privé l'appréciation de la balance des intérêts entre les siens propres ou ceux qu'elle défend, et le respect dû à la vie privée des personnes concernées par ces traitements (1).

---

(1) Voir, en ce sens, l'avis L. 24.695/1/2/8 des 24 et 25 octobre 1995 sur un avant-projet de loi portant des dispositions sociales (Doc. parl., Chambre 1995-1996, n° 207/1), ainsi que l'avis L. 26.198/2 donné le 2 février 1998, sur un avant-projet de loi "transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données".

L’avant-projet ne satisfait ni à l’une, ni à l’autre de ces exigences constitutionnelles.

Le Centre européen pour enfants disparus et sexuellement exploités est un établissement d’utilité publique dont la fondation a été approuvée par arrêté royal du 10 juillet 1997.

Il s’agit donc d’un organisme de droit privé. Son objet est défini par l’article 3 de ses statuts, dans les termes suivants :

> "La Fondation a pour objet d’intervenir en priorité dans tous les cas de disparition d’enfants (rapt, exploitation sexuelle, enlèvement parental, fugue) et à quelque stade que ce soit (prévention, recherche, études, constitution de réseau d’information, etc.).
>
> Sont considérés comme "enfants" : tous les mineurs (jusqu’à dix-huit ans), mais également tous les enfants majeurs qui, au moment de la disparition, habitaient encore chez leurs parents (ou dans une institution) ou étaient à charge de leurs parents.
>
> La Fondation ne couvre pas prioritairement la question des adultes disparus, mais jouera un rôle à cet égard.
>
> La Fondation a également comme objectif de contribuer à la prévention et la lutte efficace contre toutes les formes de trafic d’enfants, de pédosexualité et de pédopornographie.
>
> (...)
>
> La Fondation peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet. Elle peut notamment prêter son concours et s’intéresser à toutes activités ou institutions ayant le même objet.

La Fondation peut créer ou participer à un réseau européen et/ou international regroupant des institutions ayant le même objet.

...".

L'objet du Centre est ainsi défini très largement. Il pourrait le conduire à traiter toutes sortes de données à caractère personnel, concernant tant des personnes disparues que des personnes pouvant être suspectées d'enlèvement ou d'exploitation sexuelle, et même tout tiers présentant un lien quelconque avec les affaires de disparition ou d'exploitation sexuelle dont le Centre aurait connaissance. Les traitements ne sont eux-mêmes nullement limités, les statuts faisant, notamment, expressément mention d'une "constitution de réseau d'information".

En raison de l'exigence constitutionnelle de légalité des restrictions apportées au droit à la vie privée, il ne peut être admis qu'une personne de droit privé soit autorisée à traiter des données à caractère personnel sans être tenue par aucune obligation corrélative visant à respecter les droits des personnes concernées (droit à l'information, à l'accès et à la rectification), avec pour seule limitation les "missions" qu'elle s'est elle-même données et qu'elle pourrait modifier à tout moment, sauf à obtenir l'accord du Gouvernement.

Sans doute pourrait-il être objecté que l'avant-projet prévoit que les dispositions qui garantissent le droit à l'information, à l'accès et à la rectification, ne sont rendues inapplicables "que dans la mesure où cette application (est) incompatible avec les missions du Centre",

mais, à défaut de préciser dans quelles hypothèses cette application est effectivement incompatible avec les missions du Centre, la loi laisse ce dernier seul juge de cette incompatibilité à l'égard de "missions" qu'il a lui-même définies.

Ni le Protocole, auquel renvoie l'exposé des motifs, ni le "Mission Statement" ne peuvent être considérés comme étant de nature à circonscrire avec suffisamment de précision les missions du Centre et, par voie de conséquence, les traitements de données à caractère personnel que celui-ci serait autorisé à faire sans respecter les droits des personnes concernées à l'information, à l'accès et à la rectification de ces données. De plus, ces documents sont dépourvus de valeur juridique contraignante, singulièrement en ce qui concerne les personnes dont les données feraient l'objet d'un traitement par le Centre.

Les conditions dont l'avant-projet prévoit d'assortir l'autorisation donnée par le Roi ne peuvent davantage pallier les insuffisances de l'avant-projet de loi au regard de l'article 22 de la Constitution. D'une part en effet, ces conditions porteront exclusivement sur la durée de l'autorisation, sur les garanties relatives à la confidentialité et la sécurité des données ainsi que sur la définition de la fonction d'un préposé à la protection des données, mais ne déterminent pas quels sont les traitements de données autorisés et les finalités en vue desquelles ces données peuvent être traitées. Par ailleurs, ainsi qu'il a été rappelé plus haut, la matière ne prête pas à délégation mais doit être réglée par le législateur lui-même.

B. L'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dispose :

> "1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.
>
> 2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.".

L'autorisation de traiter des données à caractère personnel à l'insu des personnes concernées constitue une ingérence dans la vie privée de celles-ci.

L'article 8 précité subordonne la possibilité d'une telle ingérence à une "loi" qui la prévoirait. Ainsi qu'il a déjà été précisé ci-dessus, ni la loi en projet, ni l'arrêté royal qui en exécuterait les termes, ni le protocole et la "Mission Statement" auquel il renvoie ne revêtent ensemble ou séparément le caractère d'une règle suffisamment précise et claire pour être prévisible. L'ingérence dans la vie privée ne peut donc être admise.

Par ailleurs, la Convention stipule que l'ingérence doit être nécessaire, dans une société démocratique, à un besoin social impérieux, ce qui signifie qu'elle doit être proportionnée au but légitime poursuivi.

Selon l’exposé des motifs, le fait que la limitation des droits d’information, d’accès et de rectification ne vaudrait que pour les traitements de données personnelles pour lesquelles ces droits seraient incompatibles avec l’exécution des missions du Centre, est une application de ce principe de proportionnalité.

Ce raisonnement pourrait être suivi si effectivement la loi définissait elle-même avec précision les missions du Centre lorsqu’il participe à la collecte, au traitement et à la transmission d’informations relatives à des disparitions susceptibles d’avoir une origine criminelle ou à des faits d’exploitation sexuelle des enfants. Dans cette hypothèse, en effet, les missions ainsi définies, participant à un objectif de sûreté publique, pourraient justifier la limitation des droits reconnus à la protection de la vie privée, dont l’exercice serait effectivement incompatible avec de telles missions de service public confiées au Centre.

Le respect du principe de proportionnalité exige toutefois en outre que des garanties suffisantes soient mises en place pour prévenir tout abus de cette ingérence dans la vie privée.

Ainsi qu’il a déjà été signalé, les limitations des droits prévues par l’avant-projet sont semblables à celles qui sont applicables aux traitements de données gérés par les autorités publiques dans le cadre de leurs missions de police administrative ou judiciaire.

Il y a donc lieu, dans une société démocratique, d'assurer sur le Centre un contrôle par les autorités publiques, dans le but d'éviter tout abus dans le traitement des données à caractère personnel.

A cet égard, le contrôle qui serait exercé par un préposé du centre, tenu de faire rapport à la Commission de protection de la vie privée est, quand bien même serait-il "indépendant" (1), insuffisant.

C. Les observations qui précèdent s'imposent encore avec plus d'évidence lorsque le traitement porte sur des données dites sensibles, énumérées aux articles 6, 7 et 8 de la loi du 8 décembre 1992 précitée, ainsi que par l'article 8 de la directive 95/46/CE du 24 octobre 1992 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

L'article 8 de la directive est plus strict que la loi précitée dans la mesure où il instaure en principe un régime d'interdiction du traitement de données sensibles, sauf les dérogations prévues par le texte de la directive ou moyennant des garanties appropriées, par la législation nationale ou sur décision de l'autorité de contrôle.

---

(1) Voir au sujet de la fonction d'un "préposé au traitement des données", l'avis L. 26.198/2 précité (observation à l'égard de l'article 24 du projet).

Même si la directive ne détermine pas limitativement les cas dans lesquels l'interdiction du traitement des données sensibles ne s'applique pas, dès lors que "sous réserve de garanties appropriées, les Etats membres peuvent prévoir, pour un motif d'intérêt public important", d'autres dérogations que celles prévues par la directive, il n'en demeure pas moins que ces dérogations sont l'exception, le principe étant l'interdiction de traitement des données sensibles et que dès lors, il est nécessaire que ces dérogations soient expressément autorisées et s'accompagnent des "garanties appropriées et spécifiques aux fins de protéger les droits fondamentaux et la vie privée des personnes".

Si le texte en projet tend à dispenser le Centre européen pour enfants disparus et sexuellement exploités de l'obligation d'information des personnes concernées (articles 4 et 9 de la loi) et à supprimer le droit d'accès (article 10 de la loi) et de rectification (article 12 de la loi) de celles-ci, il ne contient aucune disposition qui autorise le traitement par le Centre de données sensibles.

Les intentions de l'auteur de l'avant-projet doivent être précisées sur ce point. Il lui appartiendrait, le cas échéant, de déterminer les finalités spécifiques, l'intérêt public important, qui justifient au regard des missions particulières du Centre, la nécessité de traiter des données sensibles, et de définir des garanties appropriées et spécifiques susceptibles de protéger les droits fondamentaux et la vie privée des personnes.

En conclusion, l'avant-projet doit être fondamentalement revu.

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State heeft de afdeling wetgeving zich tot de volgende opmerkingen bepaald.

Het voorontwerp heeft tot doel de regeling voor de verwerkingen van persoonsgegevens beheerd door openbare overheden met het oog op de uitoefening van hun opdrachten van gerechtelijke of bestuurlijke politie (artikel 11, 2° en 3°, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens) ook van toepassing te maken op de verwerkingen van persoonsgegevens beheerd door het Europees Centrum voor vermiste en seksueel uitgebuite kinderen.

Dat zou tot gevolg hebben dat de bepalingen betreffende de verplichting om informatie te verstrekken (artikelen 4 en 9 van de wet), het inzagerecht (artikel 10 van de wet) en het recht op verbetering (artikel 12 van de wet) niet van toepassing zijn. De personen over wie het Centrum gegevens verwerkt, zouden alleen recht hebben op indirecte verbetering via de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (artikel 13 van de wet).

Volgens het voorontwerp zouden die afwijkingen van het recht op bescherming van de persoonlijke levenssfeer evenwel niet onbeperkt zijn.

Ze zouden alleen gelden voor verwerkingen waarvoor de erkenning van die rechten "onverenigbaar zou zijn met (...) de uitvoering van de opdrachten van het Centrum". Bovendien zou daartoe een in de tijd beperkte machtiging

moeten worden verleend waarin de waarborgen inzake vertrouwelijkheid en veiligheid van de verwerkte persoonsgegevens worden gepreciseerd, alsook de waarborgen voor de onafhankelijkheid en de taken van de persoon die in het centrum met de bescherming van de gegevens is belast.

Zelfs aldus beperkt doen die afwijkingen uit het oogpunt van de Grondwet en het internationale en Europese recht zeer ernstige vragen rijzen.

A. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

> "Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.
>
> De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht.".

Daaruit volgt enerzijds dat volgens de Grondwet alleen de wetgever beperkingen op het recht op privacy kan stellen en dat die aangelegenheid zich dus niet tot bevoegdheidsdelegaties leent. Anderzijds heeft het grondwettelijke beginsel ook tot gevolg dat de wetgever een privaatrechtelijk persoon niet vrij mag laten in de afweging van de eigen belangen of van de belangen die hij verdedigt en de

eerbiediging van het privé-leven van de personen op wie die verwerkingen betrekking hebben (1).

Het voorontwerp voldoet aan geen van die beide grondwettelijke voorwaarden.

Het Europees Centrum voor vermiste en seksueel uitgebuite kinderen is een instelling van openbaar nut waarvan de stichting bij koninklijk besluit van 10 juli 1997 is goedgekeurd.

Het gaat dus om een privaatrechtelijke instelling. Het doel van die Stichting is vastgelegd in artikel 3 van de statuten :

> "De Stichting heeft tot doelstelling in de eerste plaats tussen te komen in alle gevallen van verdwijning van kinderen (ontvoering, seksuele uitbuiting, ontvoering door de ouders, weglopen) en dit in eender welk stadium (preventie, opsporing, studies, oprichting van een informatienetwerk, enz.).
>
> Worden beschouwd als "kinderen": elke minderjarige (tot op de leeftijd van achttien jaar), alsook elke meerderjarige die, op het ogenblik van de verdwijning, nog bij de ouders woonde (of in een instelling) of ten laste van de ouders was.

---

(1) Zie in die zin advies L. 24.695/1/2/8 van 24 en 25 oktober 1995 over een voorontwerp van wet houdende sociale bepalingen (Gedr. St. Kamer 1995-1996, nr. 207/1), alsook advies L. 26.198/2 van 2 februari 1998 over een voorontwerp van wet "tot omzetting van de richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens.

De Stichting behelst in eerste instantie niet het probleem van verdwenen volwassenen, maar zal terzake wel een rol spelen.

De Stichting heeft eveneens tot doelstelling bij te dragen tot de voorkoming en de daadwerkelijke bestrijding van elke vorm van kinderhandel, van pedoseksualiteit en van kinderpornografie.

(...)

De Stichting kan alle handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden zijn met haar doelstelling. Zij kan meer bepaald meewerken aan en haar steun betuigen voor alle handelingen of instellingen die hetzelfde doel hebben.

De Stichting kan een Europees en/of een internationaal netwerk, dat instellingen met hetzelfde doel hergroepeert, oprichten of er aan deelnemen.

...".

Het doel van het Centrum is aldus zeer ruim omschreven. Dat kan het Centrum ertoe brengen allerhande persoonsgegevens te verwerken, zowel over vermiste personen als over personen die van ontvoering of seksuele uitbuiting verdacht kunnen worden, en zelfs over alle derden die op één of andere manier te maken hebben met zaken omtrent verdwijningen of seksuele uitbuiting waarvan het Centrum kennis zou krijgen. De verwerkingen zelf zijn op geen enkele manier beperkt, aangezien in de statuten uitdrukkelijk gewag wordt gemaakt van de "oprichting van een informatienetwerk".

Gelet op de grondwettelijke voorwaarde dat de beperkingen op het recht op een privé-leven bij wet moeten worden bepaald, kan niet worden aanvaard dat een privaatrechtelijk persoon de toestemming krijgt om persoonsgegevens

te verwerken zonder daartegenover op enigerlei wijze verplicht te worden de rechten van de betrokkenen te eerbiedigen (recht op informatie, inzage en verbetering), met als enige beperking de "opdrachten" die hij zichzelf heeft opgedragen en die hij, mits de Regering ermee instemt, op ieder ogenblik kan wijzigen.

Wellicht kan worden opgeworpen dat in het voorontwerp wordt bepaald dat de bepalingen die het recht op informatie, inzage en verbetering waarborgen, slechts in zekere mate niet van toepassing zijn, te weten "in de mate dat deze toepassing onverenigbaar is met de uitvoering van de opdrachten van het Centrum", maar aangezien niet wordt gepreciseerd in welke gevallen die toepassing werkelijk onverenigbaar is met de taken van het Centrum, laat de wet het Centrum erin vrij te oordelen wanneer iets onverenigbaar is met "opdrachten" die het zelf heeft vastgesteld.

Noch het Protocol, waarnaar in de memorie van toelichting wordt verwezen, noch de "Mission Statement" kunnen worden beschouwd als stukken waarin de taken van het Centrum en bijgevolg de verwerkingen van persoonsgegevens die dat Centrum mag doen zonder de rechten van de betrokkenen op het kennis krijgen, inzage en verbetering van die gegevens te eerbiedigen, voldoende precies worden afgebakend. Bovendien hebben die stukken geen dwingende juridische waarde, in het bijzonder inzake de personen over wie het Centrum gegevens verwerkt.

De voorwaarden waaraan men via het voorontwerp de machtiging van de Koning wil verbinden, kunnen evenmin wegnemen dat het voorontwerp van wet niet aan artikel 22 van de Grondwet voldoet. Enerzijds hebben die voorwaarden immers uitsluitend betrekking op de duur van de machtiging, de waarborgen omtrent de vertrouwelijkheid en de veiligheid van de gegevens, alsook op de omschrijving van de functie van een persoon belast met de bescherming van de gegevens. In die voorwaarden wordt echter niet vermeld welke verwerkingen van gegevens worden toegestaan en voor welke doeleinden die gegevens mogen worden verwerkt. Anderzijds, zoals reeds eerder is opgemerkt, leent deze aangelegenheid zich niet tot delegatie, maar moet ze door de wetgever zelf worden geregeld.

B. Artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden bepaalt het volgende :

> "1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.
>
> 2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van ’s lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen."

De toestemming om persoonsgegevens te verwerken buiten het medeweten van de betrokken personen is een inmenging in hun privé-leven.

In het voormelde artikel 8 wordt de mogelijkheid van zulke inmenging afhankelijk gesteld van een "wet" die zou voorzien in die mogelijkheid. Zoals hierboven reeds is gepreciseerd, vormen noch de ontworpen wet, noch het koninklijk besluit dat uitvoering zou geven aan de bepalingen ervan, noch het protocol en de "Mission Statement" waarnaar het besluit verwijst, samen of afzonderlijk een rechtsregel die voldoende nauwkeurig en duidelijk is om voorzienbaar te kunnen zijn. De inmenging in het privé-leven kan dus niet aanvaard worden.

Overigens wordt in het Verdrag bepaald dat, in een democratische samenleving, de noodzaak van inmenging gerechtvaardigd moet zijn door een dwingende sociale behoefte, wat betekent dat ze evenredig moet zijn met het nagestreefde doel.

Volgens de memorie van toelichting is de beperking van de rechten van informatie, inzage en verbetering tot die verwerkingen van persoonsgegevens waarvoor die rechten onverenigbaar zouden zijn met de uitvoering van de taken van het Centrum een toepassing van het proportionaliteitsbeginsel.

Die redenering zou kunnen worden aanvaard indien de wet zelf effectief de taken van het Centrum precies zou omschrijven voor de gevallen waarin het deelneemt aan de verzameling, verwerking en overzending van inlichtingen betreffende verdwijningen die van criminele aard kunnen zijn

of betreffende feiten van seksuele uitbuiting van kinderen. In dat geval immers zouden de aldus omschreven taken, doordat ze bijdragen tot de verwezenlijking van het oogmerk van openbare veiligheid, een rechtvaardigingsgrond bieden voor de beperking van de gewaarborgde rechten tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, rechten waarvan de uitoefening effectief onverenigbaar zou zijn met zulke aan het Centrum toevertrouwde taken van openbare dienst.

De naleving van het proportionaliteitsbeginsel vergt bovendien dat er voldoende waarborgen worden geboden om alle misbruiken bij die inmenging in de persoonlijke levenssfeer te voorkomen.

Zoals reeds aangegeven is, zijn de beperkingen van de rechten waarin het voorontwerp voorziet van dezelfde aard als die welke gelden ten aanzien van de gegevensverwerkingen beheerd door de overheid in het kader van haar taken van bestuurlijke of gerechtelijke politie.

In een democratische samenleving moet de overheid dus toezicht uitoefenen op het Centrum, om alle misbruiken bij de verwerking van persoonsgegevens te voorkomen.

In dit verband is het toezicht dat zou worden uitgeoefend door een funcionaris van het centrum, die ermee belast wordt verslag uit te brengen bij de Commissie voor de

bescherming van de persoonlijke levenssfeer, ook al zou hij "onafhankelijk" (1) zijn, niet voldoende.

C. De voorafgaande opmerkingen zijn des te pertinenter wanneer de verwerking betrekking heeft op de zogenaamde gevoelige gegevens, die opgesomd zijn in de artikelen 6, 7 en 8 van de voormelde wet van 8 december 1992, alsmede in artikel 8 van richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1992 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van de natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens.

Artikel 8 van de richtlijn is strikter dan de voormelde wet inzoverre het een regeling instelt waarbij de verwerking van gevoelige gegevens in principe verboden wordt, behoudens de afwijkingen die bepaald zijn in de tekst van de richtlijn of mits passende waarborgen geboden worden bij een nationale wet of bij een besluit van de toezichthoudende overheid.

Al worden in de richtlijn niet op een limitatieve wijze de gevallen bepaald waarin het verbod op de verwerking van gevoelige gegevens niet van toepassing is, doordat "mits passende waarborgen worden geboden, de Lid-Staten om redenen van zwaarwegend algemeen belang" nog andere afwijkingen

---

(1) Zie in verband met de functie van een "aangestelde voor de gegevensverwerking", het voormelde advies L. 26.198/2 (opmerking in verband met artikel 24 van het ontwerp).

naast die van de richtlijn mogen vaststellen, toch zijn die afwijkingen de uitzondering, waarbij in principe de verwerking van gevoelige gegevens verboden is, en is het dan ook noodzakelijk dat die afwijkingen expliciet toegestaan worden en gepaard gaan met "passende en specifieke waarborgen om de fundamentele rechten en het privé-leven van de betrokkenen te beschermen".

Hoewel de ontworpen tekst ertoe strekt het Europees Centrum voor vermiste en seksueel uitgebuite kinderen vrij te stellen van de verplichting tot het verstrekken van informatie aan de betrokken personen (artikelen 4 en 9 van de wet) en het recht op inzage (artikel 10 van de wet) en op verbetering van de gegevens (artikel 12 van de wet) af te schaffen, bevat hij geen enkele bepaling die de verwerking van gevoelige gegevens door het Centrum toestaat.

De bedoelingen van de steller van het voorontwerp moeten op dit punt verduidelijkt worden. Het zou hem toekomen om, in voorkomend geval, de specifieke doelstellingen, alsmede het zwaarwegend openbaar belang te bepalen die, ten aanzien van de bijzondere taken van het Centrum, de noodzaak rechtvaardigen om gevoelige gegevens te verwerken, en passende en specifieke waarborgen te bepalen die de fundamentele rechten en het privé-leven van de burgers kunnen beschermen.

Het besluit is dan ook dat het voorontwerp fundamenteel herzien moet worden.

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT, staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
J.-M. FAVRESSE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN